

*M*oniteur *micro-économique*

Incluant le rapport spécial :
*Les défis que pose l'évolution
rapide de la technologie*

Se mettre à l'heure ^{des} *JETSONS* 

Quatrième trimestre de 1999

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique industrielle et scientifique, Industrie
Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à
http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Table des matières

<i>Aperçu</i>	A
<i>Scène canadienne</i>	
Activité économique réelle	B
Revenus	C
Mouvements des prix	D
Situation du marché du travail	E
Variables financières	F
Finances publiques	G
Compétitivité	H
Comptes internationaux	I
Aperçu de la situation des secteurs	J
 <i>Rapport spécial :</i>	
<i>Les défis que pose l'évolution rapide de la technologie</i>	
<i>Se mettre à l'heure des Jetsons</i>	
Les défis que pose l'évolution rapide de la technologie .	K
Les dimensions du progrès technologique	L
Défis et perspectives	M
Comment réagissons-nous et comment nous préparons-nous à l'avenir?	N
Quelques messages clés	O

Aperçu

L'économie a terminé l'année 1999 sur une bonne note...

Au quatrième trimestre de 1999, le PIB réel a progressé de 4,6 % (taux annuel), sous l'impulsion d'une forte demande intérieure et extérieure.

- Les investissements des entreprises ont grimpé, celles-ci augmentant leurs investissements dans les stocks et leurs dépenses dans les usines et le matériel. Du côté des ménages, les dépenses de consommation sont restées vigoureuses et le marché du logement a fortement progressé. Les exportations ont continué à croître vigoureusement, même si la croissance des importations a été plus forte que celle des exportations au quatrième trimestre.

Grâce aux résultats du quatrième trimestre, qui sont plus élevés que prévu, la croissance annuelle pour 1999 s'est établie à 4,2 %, soit le meilleur taux enregistré depuis 1994.

...le taux de chômage ayant reculé pour atteindre un niveau qui ne s'était pas vu depuis 25 ans

En 1999, le nombre d'emplois s'est accru de 427 000, faisant chuter le taux de chômage national, celui-ci s'établissant à 6,8 % en décembre (le plus faible taux depuis 1976). Cette croissance de l'emploi a fait hausser de 3,5 % le revenu disponible des particuliers et freiner, du moins temporairement, la détérioration constante de la situation financière des ménages, observée tout au long des années 90. Pour leur part, les bénéfices des entreprises se sont fortement redressés en 1999.

L'amélioration de la situation financière des ménages et des entreprises augure bien pour l'économie en 2000. Selon les dernières prévisions consensuelles, la croissance devrait atteindre 3,9 % pour l'ensemble de 2000.

Les progrès technologiques transforment notre économie à un rythme sans précédent, et les entreprises doivent réagir rapidement pour saisir les occasions qui découlent de cette transformation. Or, la prospérité du Canada dépend de notre rapidité à innover et de notre capacité d'offrir des produits et services nouveaux ou améliorés. Le rapport spécial qui accompagne le présent numéro est intitulé *Les défis de l'évolution rapide de la technologie -- Se mettre à l'heure des Jetsons*. On y brosse un tableau des nombreux progrès technologiques auxquels nous assistons et des défis qu'ils représentent pour le Canada.



Scène canadienne

Activité économique réelle

Au quatrième trimestre, l'économie a avancé à toute vapeur...

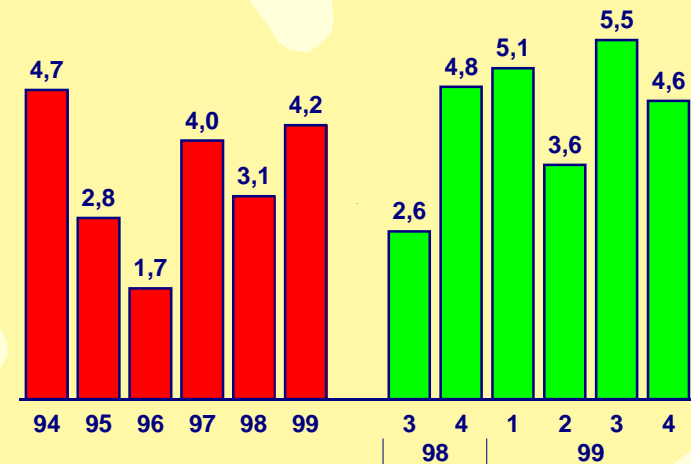
Au quatrième trimestre de 1999, le PIB réel a augmenté de 4,6 % (taux annuel), marquant ainsi une 18e hausse d'affilée. Il s'agit de la plus longue série de gains trimestriels enregistrée depuis les années 60.

- Cette hausse est surtout attribuable à l'accroissement des investissements des entreprises, mais aussi à l'augmentation des dépenses de consommation et des exportations.

Les résultats du quatrième trimestre, plus élevés que prévu, ont eu pour effet de porter à 4,2 % le taux de croissance pour l'ensemble de 1999, comparativement à 3,1 % enregistré en 1998.

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

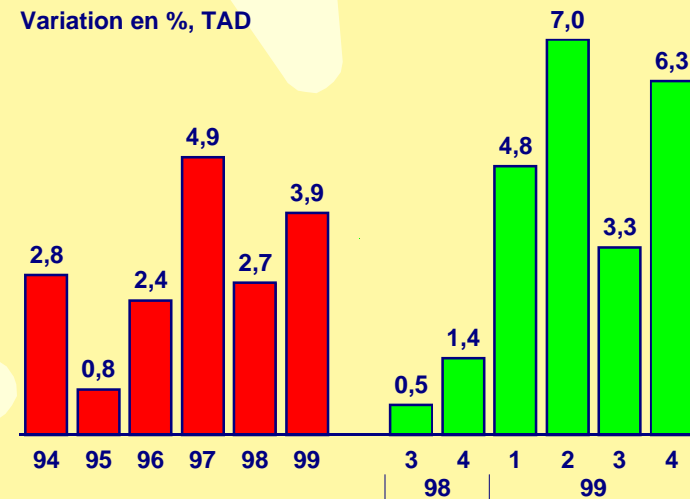
...alimentée par une forte hausse de la demande intérieure...

Au quatrième trimestre de 1999, la demande intérieure finale a augmenté de 6,3 % (taux annuel), dans la foulée des gains importants réalisés au début de l'année.

- La hausse a été généralisée, une augmentation étant observée dans les investissements dans les M&É, les stocks et la construction. L'accroissement des dépenses de consommation a également stimulé la demande intérieure.

Demande intérieure finale

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

...et une progression importante des exportations

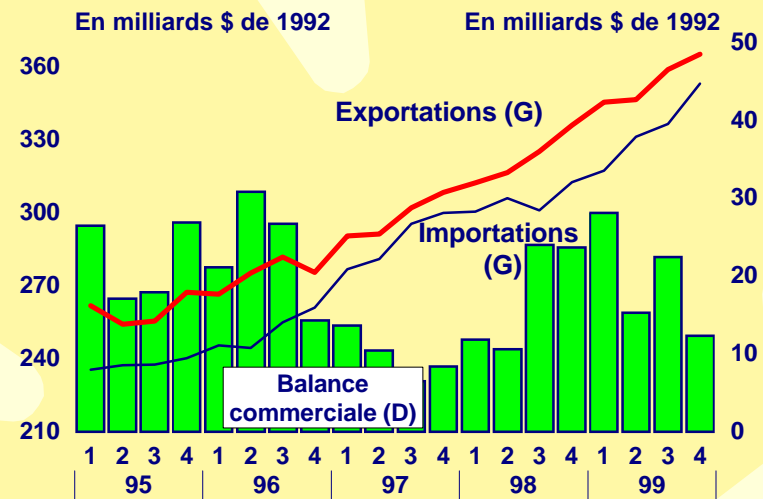
Au quatrième trimestre, les exportations de biens et de services ont progressé de 7,4 % (taux annuel), ce qui constitue un léger ralentissement par rapport à la cadence observée au trimestre précédent.

- Les exportations de M&É, de produits forestiers, de produits automobiles ainsi que de biens et de matériaux industriels ont crû, tandis que les exportations de produits énergétiques ont fléchi.

La forte croissance des importations (21,2 %, taux annuel) a amputé la croissance de la production, et les investissements liés aux M&É ont considérablement augmenté (surtout les aéronefs et les produits de communication).

Comme la croissance des importations a largement dépassé celle des exportations, l'excédent commercial réel du Canada a reculé de façon marquée au dernier trimestre de l'année.

Exportations et importations réelles de marchandises



Les investissements dans les M&É ont repris de la vigueur...

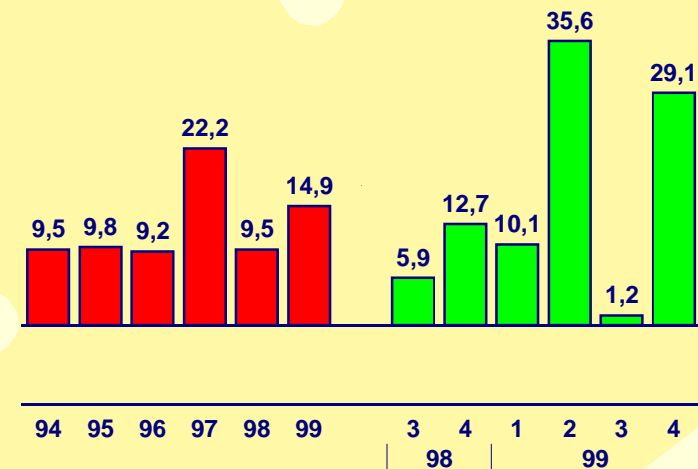
Après une pause au troisième trimestre, les investissements des entreprises dans les M&É ont repris vigoureusement leur tendance à la hausse au quatrième trimestre, augmentant de 29,1 % (taux annuel).

- La hausse enregistrée au quatrième trimestre a été généralisée, les augmentations les plus importantes étant observées dans les achats d'ordinateurs, de matériel de transport et d'équipement de télécommunication.

Pour l'ensemble de l'année, les investissements dans les M&É étaient supérieurs de près de 15 % en 1999 au niveau observé en 1998.

Investissements réels dans les machines et l'équipement

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

...et les entreprises ont regarni leurs stocks...

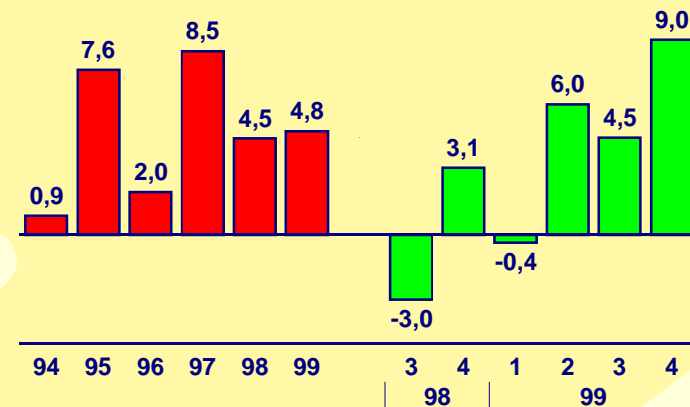
Les investissements des entreprises dans les stocks non agricoles se sont élevés à 9,0 milliards au quatrième trimestre de 1999, soit le double de ceux du trimestre précédent.

- L'accumulation des stocks des secteurs de la fabrication et du commerce de gros a surtout été concentrée dans les biens durables.

Malgré une hausse constante des stocks au cours des trois derniers trimestres, le ratio stocks-chiffre d'affaires a fléchi en raison d'une augmentation encore plus rapide des ventes.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles

En milliards \$ de 1992, TAD



Source : Statistique Canada

...grâce à la vigueur soutenue des dépenses de consommation...

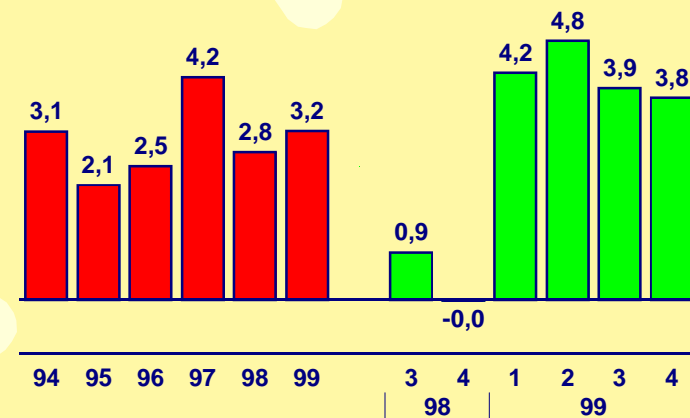
Pour une quatrième fois de suite, les dépenses de consommation ont enregistré une forte hausse, progressant de 3,8 % (taux annuel) au quatrième trimestre.

- Les célébrations et l'accumulation de provisions en vue de l'an 2000 ont stimulé les dépenses au quatrième trimestre, et les ventes d'automobiles sont demeurées fortes. Le temps doux a réduit la demande d'électricité, de mazout et de vêtements d'hiver.

La plus grande confiance des consommateurs et la ferme augmentation des revenus laissent présager d'autres hausses des dépenses de consommation.

Croissance des dépenses de consommation réelles

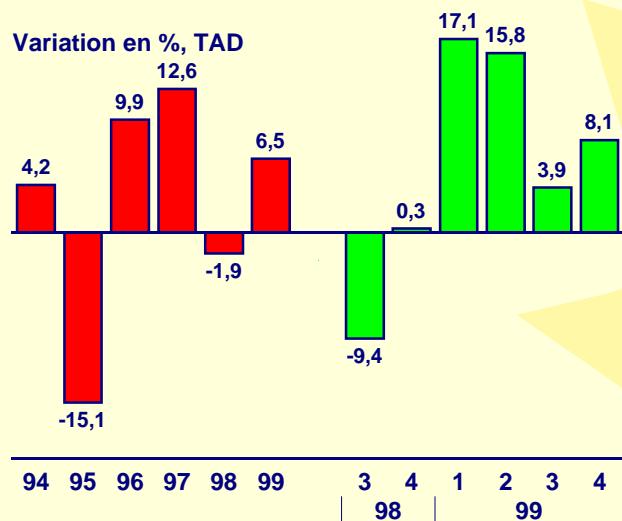
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

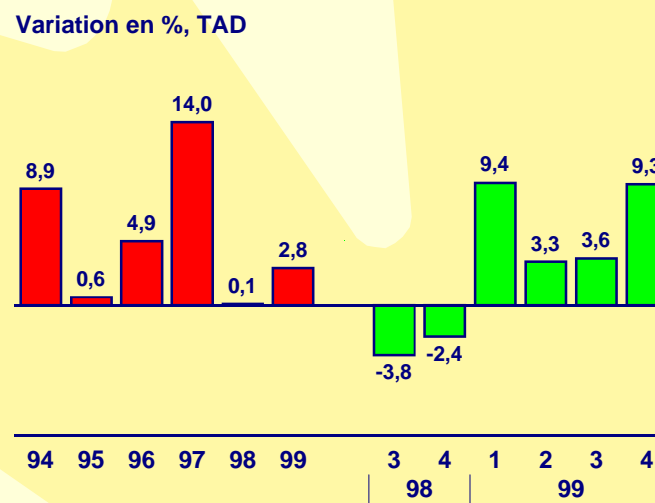
...et à l'intensification de l'activité dans le secteur de la construction

Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

Au quatrième trimestre de 1999, les investissements dans le logement ont augmenté de 8,1 % (taux annuel), la construction de logements neufs et les activités de rénovation enregistrant des gains. Pour l'ensemble de l'année, les investissements dans le logement ont crû de 6,5 %, comparativement à une perte en 1998.

Au quatrième trimestre, les investissements dans la construction non résidentielle ont grimpé de 9,3 % (taux annuel). La forte croissance observée dans les travaux de génie a plus que contrebalancé la légère diminution observée dans la construction de bâtiments.



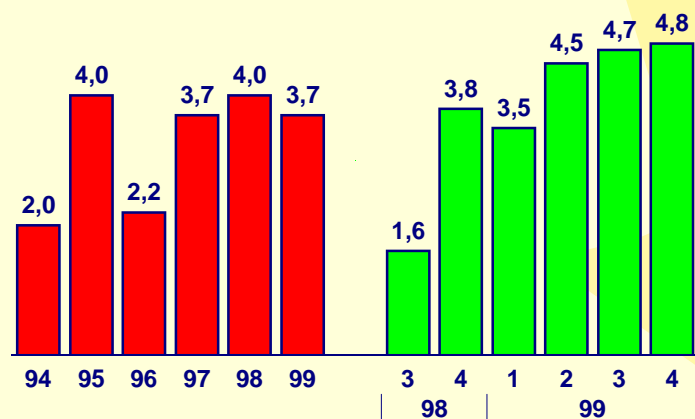
Scène canadienne

Revenus

La croissance du revenu des particuliers s'accélère...

Croissance du revenu des particuliers

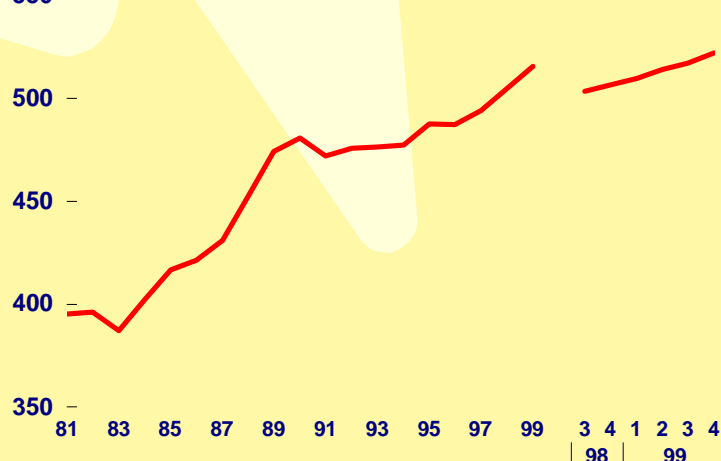
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*

En milliards \$ de 1992, TAD



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.

Source : Statistique Canada et Industrie Canada

La croissance du revenu des particuliers s'est accrue au cours de l'année 1999 et a atteint 4,8 % (taux annuel) au quatrième trimestre, soit l'avance la plus forte depuis le premier trimestre de 1998.

Pour l'ensemble de l'année 1999, le revenu des particuliers a progressé de 3,7 %. L'impôt sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale ont progressé plus rapidement que le revenu des particuliers en 1999. Le revenu disponible ne s'est donc accru que de 3,5 %, 2,2 % après rajustement pour l'inflation.

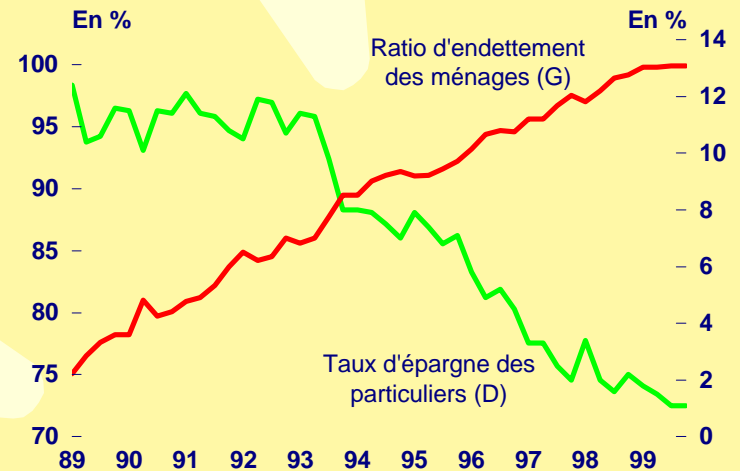
...mais la situation financière des ménages reste stable

Le taux d'épargne est demeuré inchangé à 1,1 % au quatrième trimestre de 1999.

- Il s'agit du plus faible taux d'épargne jamais observé (on dispose de données remontant jusqu'en 1961).**

De même, comme les niveaux de crédit hypothécaire et de crédit à la consommation ont augmenté à peu près au même rythme que le revenu, le ratio d'endettement des ménages est resté stable à 99,9 % au quatrième trimestre.

Taux d'endettement et d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

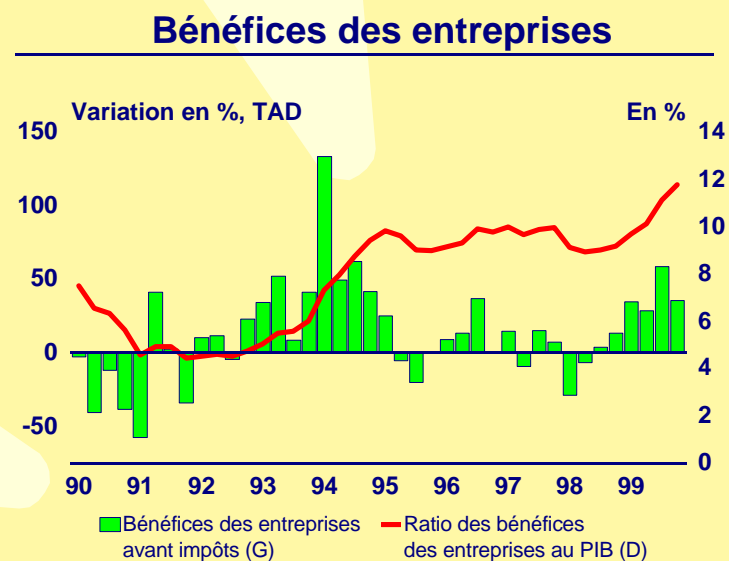
Les bénéfices des entreprises continuent de s'accroître

Les bénéfices des entreprises ont augmenté de 35,1 % au quatrième trimestre après avoir enregistré un gain exceptionnel au trimestre précédent.

- Les bénéfices sont passés à 11,8 % du PIB, un sommet inégalé depuis 19 ans.

Pour l'ensemble de l'année 1999, les bénéfices des entreprises se sont accrus de 25,2 %, ce qui représente la croissance la plus importante depuis 1994.

La vigueur de la demande en Amérique du Nord et la hausse des prix des produits de base ont stimulé les finances des entreprises.





Scène canadienne

Mouvements des prix

L'inflation a augmenté au cours de 1999...

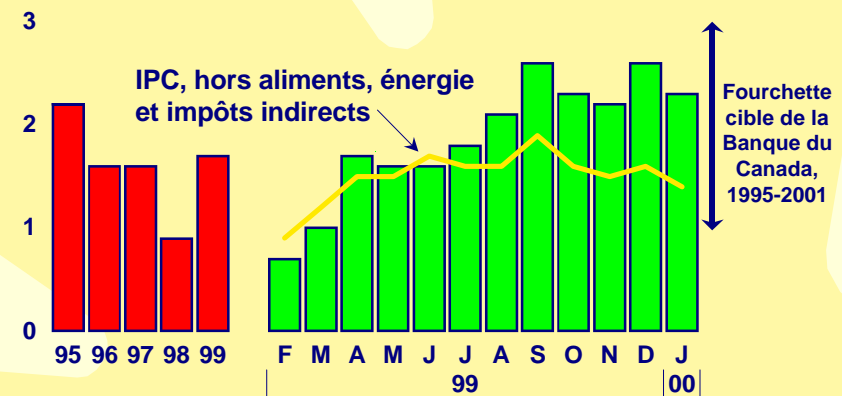
Après s'être accru de seulement 0,9 % en 1998, les prix à la consommation ont augmenté de 1,7 % en 1999, soit un taux similaire à celui enregistré en 1996 et 1997.

En janvier 2000, l'inflation a atteint 2,3 %, ce qui est inférieur au taux enregistré en décembre mais comparable aux taux observés en novembre et en octobre.

- Le taux d'inflation de « base » -- excluant les composantes volatiles que sont les aliments et l'énergie et l'incidence des impôts indirects -- s'est chiffré à 1,4 % en janvier, soit dans la limite inférieure de la fourchette cible (1 à 3 %) établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.

Indice des prix à la consommation

Variation en % d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada et Banque du Canada

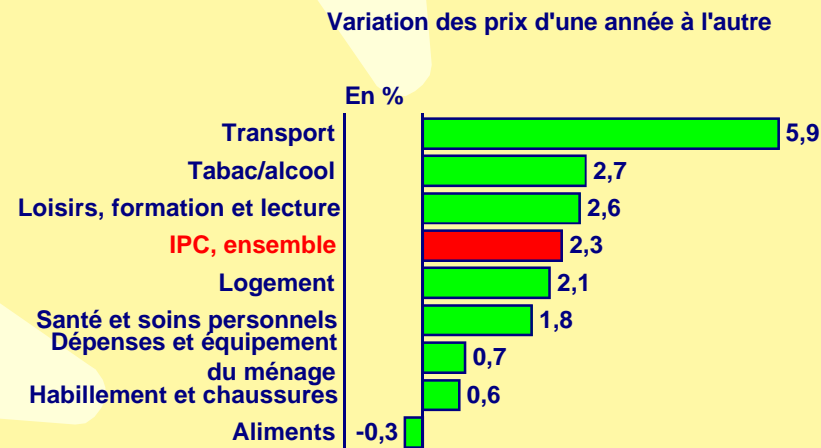
...sous l'effet du renchérissement de l'énergie

En janvier, la hausse des prix de l'énergie -- notamment ceux de l'essence, du gaz naturel et du mazout -- est intervenue pour environ la moitié de la hausse (2,3 %) d'une année à l'autre des prix à la consommation.

- En raison de la réduction de la production par les pays de l'OPEP, les prix de l'essence ont augmenté de 25,3 % par rapport à janvier 1999.

Excluant l'énergie, l'IPC n'a progressé que de 1,1 % en janvier.

Composantes de l'IPC : janvier 2000



Source : Statistique Canada

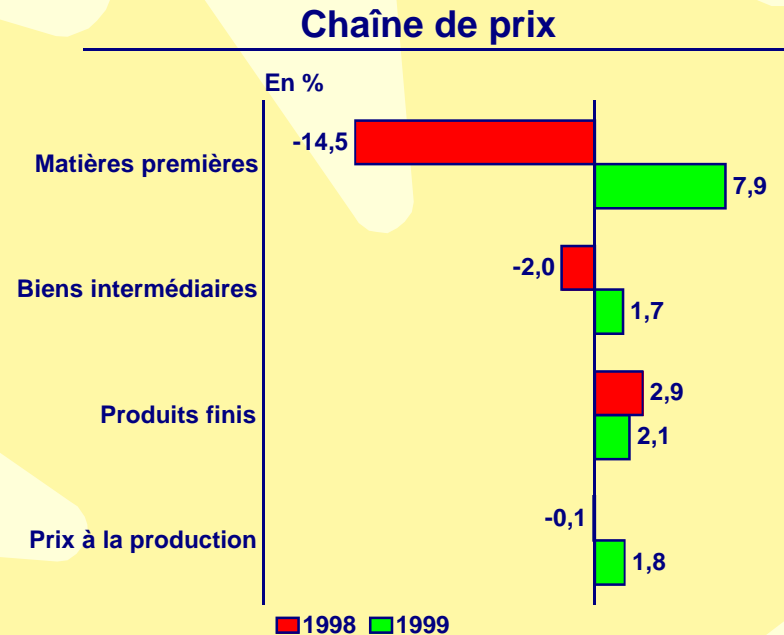
En 1999, les prix des produits de base ont augmenté de façon importante

Le prix des matières premières a augmenté de 7,9 % en 1999, ce qui a mis fin à deux années de baisses consécutives.

- Cette vigueur découle surtout de la solide avance du prix du pétrole brut, qui s'est accru de 36,5 % en 1999.
- En contrepartie, le prix des céréales, des graines oléagineuses et des matières ferreuses (concentrés de minerai de fer et d'acier) a enregistré des baisses importantes.

En 1999, les prix à la production -- ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine -- ont crû de 1,8 %. Bien que modeste, cette hausse représente la plus forte augmentation enregistrée depuis 1995.

- Cette hausse provient, en grande partie, de l'augmentation du prix du pétrole et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des prix du bois-d'oeuvre et des véhicules automobiles.



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Situation du marché du travail

Grâce à la vigoureuse croissance de l'emploi en 1999...

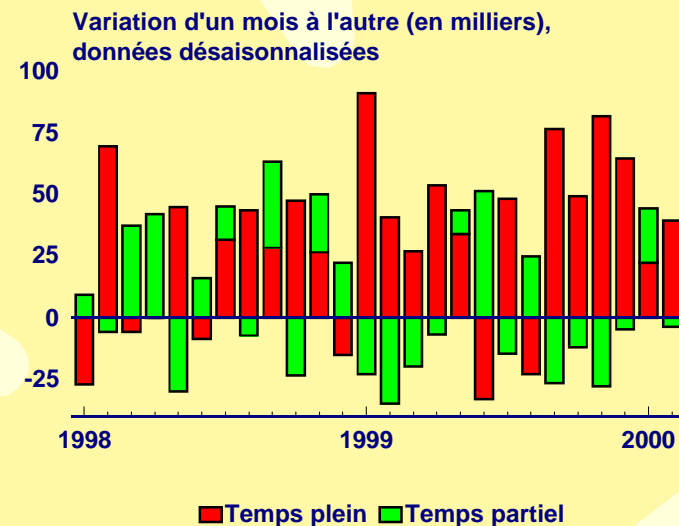
L'économie a généré 427 000 nouveaux emplois nets en 1999, la troisième année d'affilée de forte croissance.

- Le rythme de croissance de l'emploi s'est considérablement accéléré de septembre à décembre, donnant ainsi lieu à un gain net d'environ 200 000 emplois au cours de ces quatre mois.

Tous les gains d'emplois nets observés en 1999 sont des emplois à temps plein. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 511 000, alors que celui des emplois à temps partiel a baissé de 84 000.

En janvier et février 2000, cette croissance a quelque peu ralenti comparativement au rythme soutenu noté à la fin de 1999. Néanmoins, le nombre d'emplois est en hausse de 80 000 pour les deux premiers mois de l'année.

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

...des gains étant observés tant dans le secteur privé que dans le secteur public...

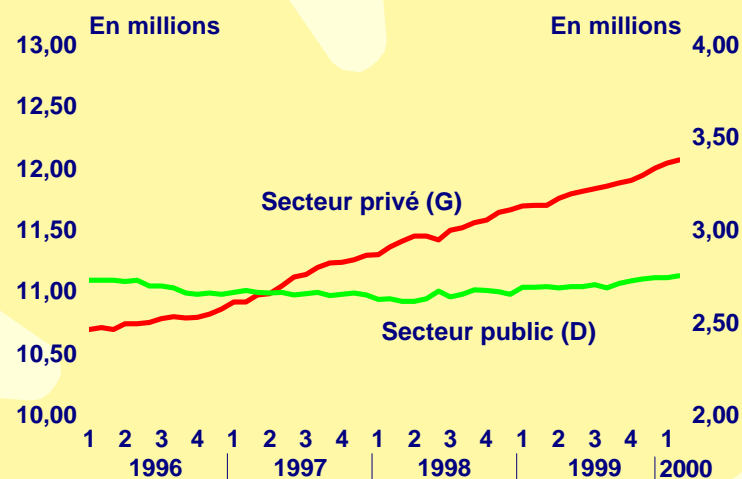
Le secteur privé est encore à l'origine du plus grand nombre de nouveaux emplois. Dans le secteur privé, on dénombre 336 000 emplois de plus en 1999, soit 80 % du nombre total de nouveaux emplois.

- Dans le secteur privé, le nombre d'emplois indépendants s'est accru de 46 000 au cours de l'année, soit le rythme de croissance le plus faible en cinq ans.

Dans le secteur public, le nombre d'emplois a progressé de 91 000 en 1999, soit la première augmentation annuelle d'importance depuis 1991.

- Malgré cette progression, le nombre d'emplois dans le secteur public est inférieur de 130 000 au sommet atteint au début de 1993.

Emploi : secteur privé et secteur public



Source : Statistique Canada

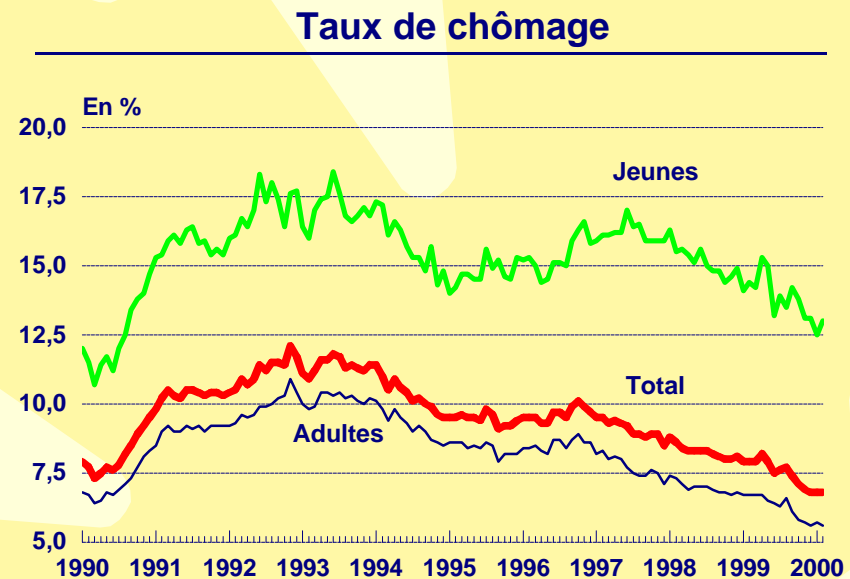
...le taux de chômage a diminué pour se situer au niveau plancher des 25 dernières années

Grâce à la forte croissance de l'emploi, le taux de chômage national a fléchi pour passer à 6,8 % en décembre 1999, soit le taux le faible depuis avril 1976.

- Le taux de chômage s'est maintenu à 6,8 % en janvier et février 2000, l'augmentation de l'emploi étant contrebalancée par une augmentation équivalente de la population active.

Chez les jeunes, le taux de chômage a diminué de 1,8 point de pourcentage durant 1999, pour se situer au niveau plancher des neuf dernières années (13,1 %), en décembre. Chez les adultes, le taux de chômage est passé de 6,8 % au début de l'année à 5,6 % en décembre 1999.

- On n'a noté que peu de changement dans les taux de chômage de ces deux groupes pour les deux premiers mois de 2000.



Source : Statistique Canada

Dans toutes les provinces, l'emploi a progressé...

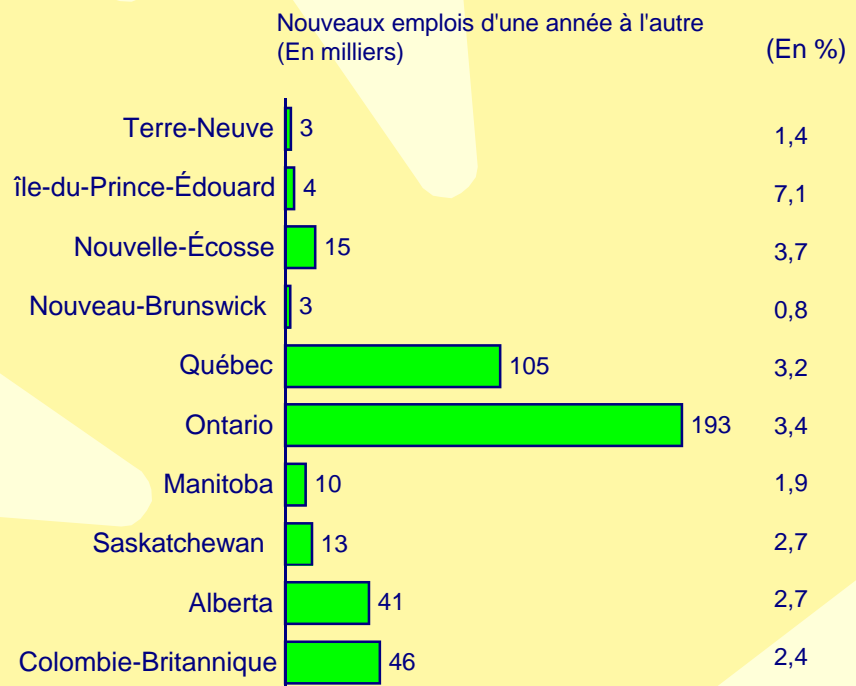
En février 2000, toutes les provinces avaient enregistré un gain d'emplois nets comparativement à l'année précédente.

Près de la moitié des nouveaux emplois enregistrés au Canada se trouvent en Ontario, où le secteur manufacturier agit comme important moteur de croissance. Ce secteur a également été à l'origine de nombreux emplois au Québec.

En pourcentage, Terre-Neuve a affiché la plus vive croissance en 1999 (6,8 %). Toutefois, le nombre d'emplois dans cette province a sensiblement diminué en janvier et février 2000.

D'une année à l'autre, l'île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse font état d'une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne.

Croissance de l'emploi par province (De février 1999 à février 2000)



Source : Statistique Canada

...ce qui a fait baisser les taux de chômage partout sauf à Terre-Neuve

Par rapport à l'année dernière, les taux de chômage ont reculé dans toutes les provinces sauf à Terre-Neuve.

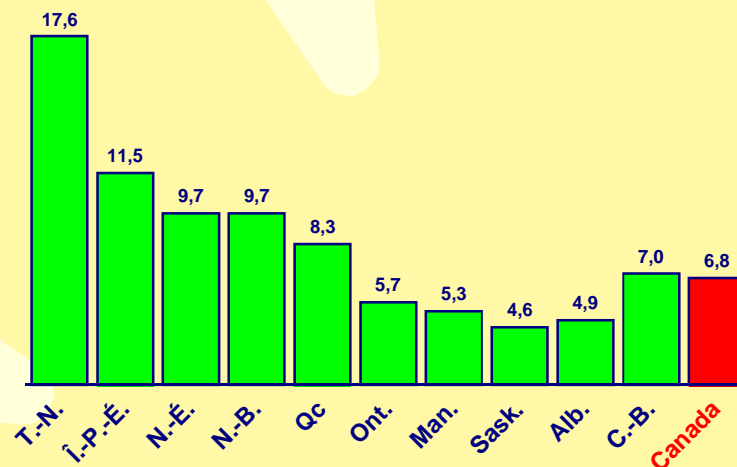
À Terre-Neuve, le taux de chômage a chuté au cours de 1999, passant de 18,7 % à 14,1 % en décembre 1999.

- Cependant, les pertes d'emplois subies en janvier et février ont annulé presque toute cette hausse, le taux de chômage remontant à 17,6 % en février 2000.

En février 2000, les provinces qui avaient enregistré les plus importantes baisses de chômage, d'une année à l'autre, étaient l'île-du-Prince-Édouard (-3,8 points de pourcentage), la Saskatchewan (-2,1 points) et le Nouveau-Brunswick (-1,9 point).

Taux de chômage : Février 2000

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

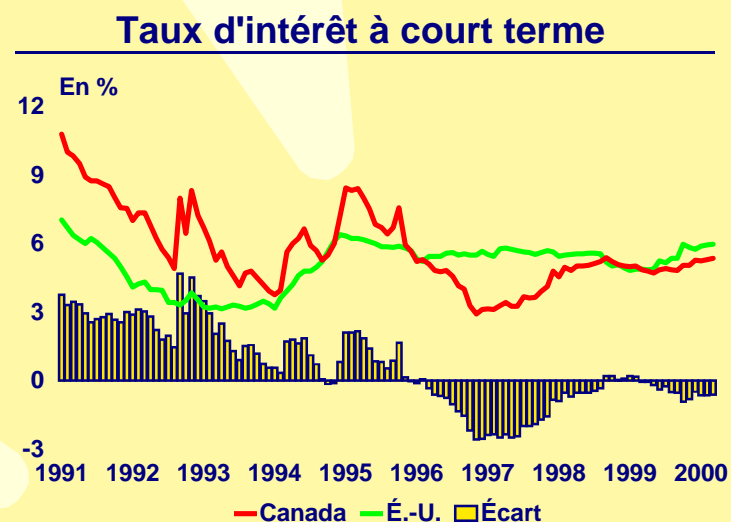
Variables financières

La Banque du Canada a relevé ses taux d'intérêt...

La Banque du Canada, qui avait haussé pour la dernière fois ses taux d'intérêt en novembre, a relevé de 25 points de base son taux directeur, le 3 février. Les grandes banques ont emboîté le pas, faisant passer à 6,75 % leur taux préférentiel.

Les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis ont augmenté en même temps en janvier et en février, ce qui a laissé, au 8 mars, l'écart entre les taux canadiens et américains à environ 60 points de base en faveur du Canada.

L'éventualité d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, jumelée à une performance de l'économie canadienne qui s'annonce très forte, accentue la possibilité que la Banque du Canada majore de nouveau les taux d'intérêt pour contrôler la croissance et l'inflation.



Dernières données du graphique : le 8 mars 2000

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

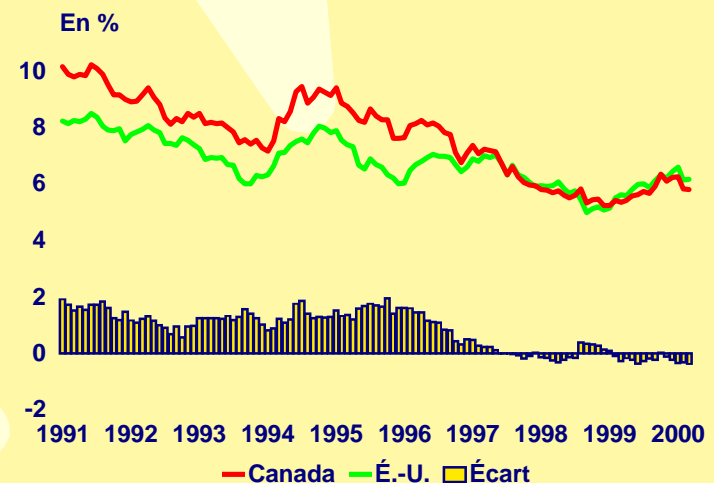
...mais les rendements des obligations suivent une trajectoire descendante depuis le début de 2000

Alors que les rendements des obligations nord-américaines ont grimpé tout au long de 1999 devant l'éventualité d'une hausse de l'inflation, les taux à long terme ont reculé au cours des premiers mois de 2000.

Les rendements des obligations ont régressé dans la foulée des attentes du marché selon lesquelles la hausse des taux d'intérêt à court terme permettrait de maîtriser l'inflation. La réduction prévue de l'offre des obligations américaines à long terme, attribuable au remboursement de la dette du Trésor, a également contribué à la baisse des rendements à long terme des deux côtés de la frontière.

- Les taux longs canadiens ont fléchi un peu plus rapidement que leurs pendants américains, ce qui a eu pour effet d'accroître l'écart entre les taux canadiens et américains, celui-ci passant à 37 points au 8 mars.

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 8 mars 2000

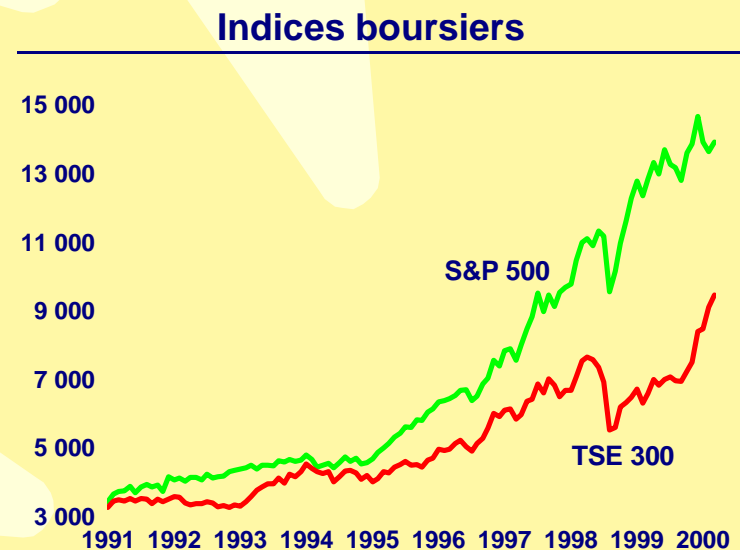
Source : Banque du Canada, obligation à long terme du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

Alors que les marchés boursiers canadiens sont en pleine effervescence...

Les cours des actions canadiennes ont continué leur progression au début de 2000, après avoir enregistré des gains notables tout au long de 1999.

L'indice TSE 300 a atteint un nouveau sommet de 9 516 le 2 mars, portant à un peu plus de 21 % le total des gains observés depuis novembre.

La vigueur du TSE, en janvier et en février, reflète la forte performance des actions de haute technologie, qui a également stimulé le Nasdaq, indice américain à forte composante technologique. Par ailleurs, les indices traditionnels américains Dow Jones et S&P 500 ont eu de la difficulté en février, fléchissant de façon marquée à la perspective de plus en plus manifeste d'un redressement des taux d'intérêt.



Dernières données du graphique : le 10 mars 2000

Source : Statistique Canada

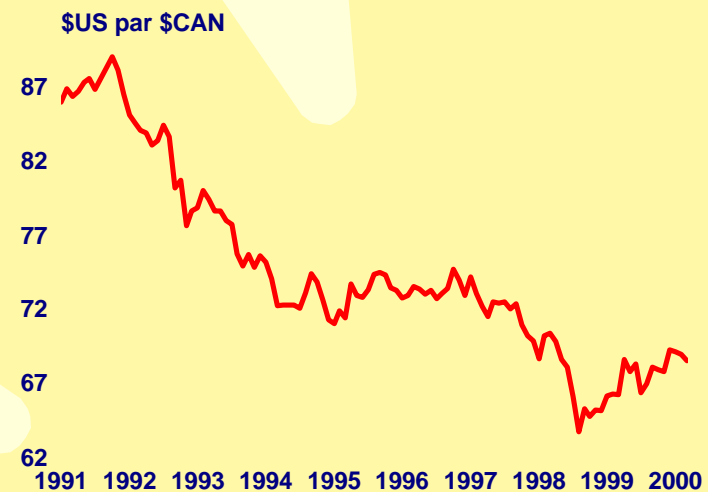
...le dollar reste sous la barre des 70 cents américains

Au cours de 1999, le dollar canadien s'est redressé d'environ quatre cents, affichant 69,29 cents américains à la fin de l'année. Il a poursuivi sur sa lancée au début de l'année, atteignant un sommet de 69,67 cents le 27 janvier.

Par la suite, le dollar a toutefois quelque peu faibli en raison des craintes d'une hausse plus vigoureuse des taux aux États-Unis.

Néanmoins, les analystes de marché estiment que le dollar prendra de la vigueur au cours de 2000. La performance économique plus forte que prévu, le raffermissement des prix des produits de base et l'amélioration marquée de la situation budgétaire devraient contribuer à soutenir le dollar au cours des prochains mois.

Taux de change Canada-É.-U.



Dernières données du graphique : le 10 mars 2000

Source : Banque du Canada

A large, stylized yellow maple leaf is centered on a light yellow background. The leaf is semi-transparent, allowing the background to show through. It has a thick yellow border.

Scène canadienne

Finances publiques

Le budget fédéral est toujours sans déficit

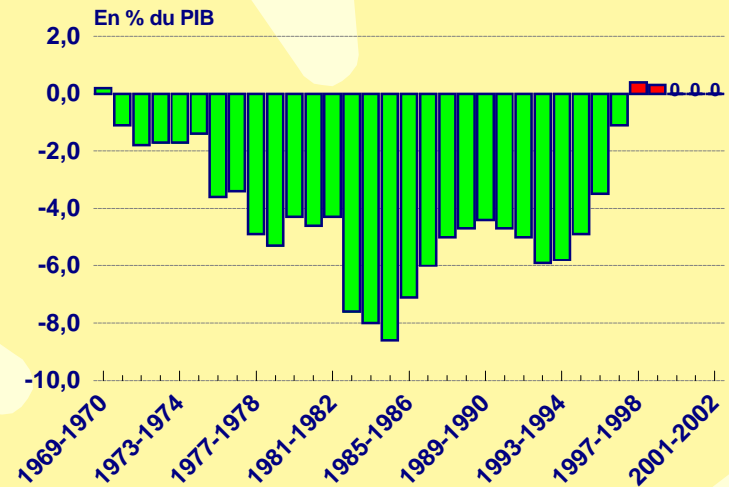
Après avoir dégagé un excédent de 2,9 milliards de dollars pour l'exercice 1998-1999 (le deuxième d'affilée), le gouvernement fédéral prévoit présenter des budgets équilibrés pour les trois prochaines années. Cela signifierait que le gouvernement présenterait un budget sans déficit pendant cinq années de suite, ce qui ne s'est vu que trois fois depuis la Confédération.

- Selon les normes comptables utilisées dans la plupart des pays du G-7, le gouvernement fédéral dégagera un excédent financier pour la quatrième année consécutive en 1999-2000 -- il sera le seul pays du G-7 dans cette situation.

Le ratio de la dette au PIB devrait poursuivre sa trajectoire descendante, grâce à la vigueur de l'économie et à une planification budgétaire prudente. Après avoir atteint un sommet de 71 % en 1995-1996, le ratio devrait se situer à moins de 50 % d'ici 2004-2005.

Cinq provinces et un territoire prévoient dégager un excédent en 1999-2000 — l'île-du-Prince-Édouard, le Québec, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et le Nunavut.

Solde budgétaire fédéral Selon les comptes publics



Source : Ministère des Finances (Canada)



Scène canadienne

Compétitivité

Les coûts unitaires de main-d'œuvre n'ont que très légèrement augmenté en 1999...

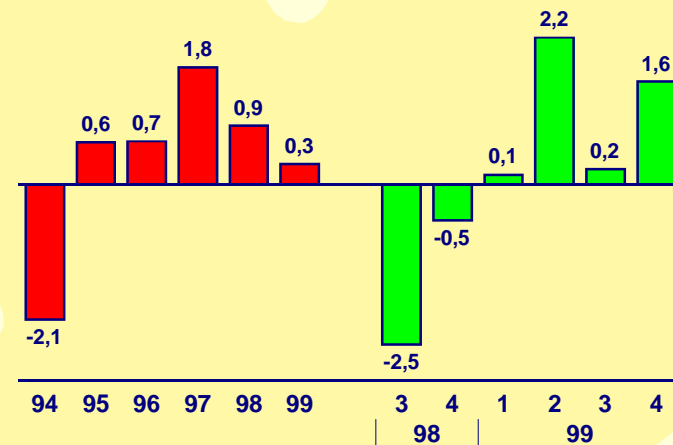
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) ont augmenté de 1,6 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 1999.

- La masse salariale totale s'est accrue de 6,2 % (taux annuel), dépassant la croissance de la production globale (4,7 %).

Malgré cette augmentation, les entreprises canadiennes ont bien réussi à maîtriser les coûts unitaires de main-d'œuvre en 1999. En effet, ceux-ci ont augmenté modestement (0,3 %), soit la progression la moins importante en cinq ans.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre

Variation en %, TAD



Source : Calcul d'Industrie Canada

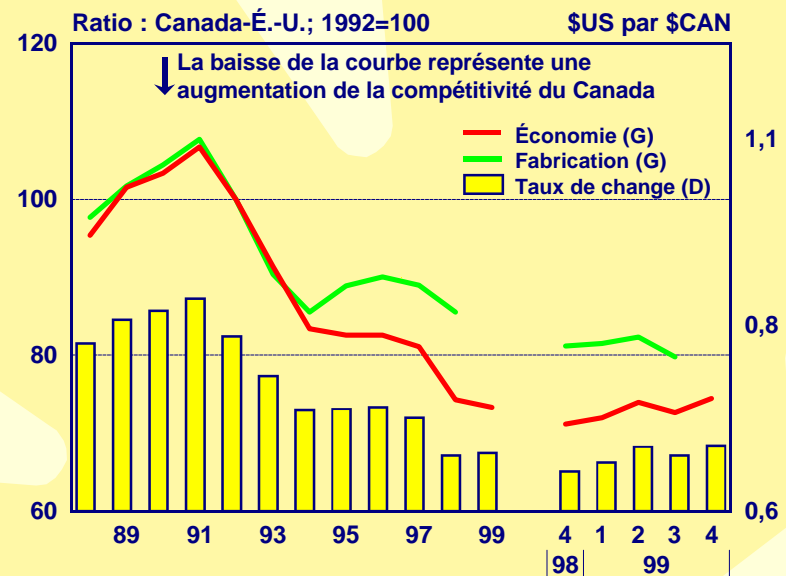
...ce qui favorise la position concurrentielle du Canada

À l'échelle de l'économie et selon une devise commune, les CUM ont fléchi de 1,3 % au Canada comparativement aux États-Unis.

Sans l'appréciation du dollar canadien, qui est passé d'une valeur moyenne de 67 cents US en 1998 à 68 cents US en 1999, la position concurrentielle du Canada se serait davantage améliorée.

- En 1999, les coûts unitaires de main-d'oeuvre, selon la monnaie de chaque pays, a augmenté plus lentement (1,9 point de pourcentage de moins) au Canada qu'aux États-Unis -- 0,3 % comparativement à 2,2 %.

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre



Nota : Les données trimestrielles (T4-1999) sur les CUM dans le secteur manufacturier ne sont pas encore connues.

Source : Estimations d'Industrie Canada fondées sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada



Scène canadienne

Comptes internationaux

Le déficit au compte courant a considérablement diminué en 1999...

Après avoir enregistré un léger excédent au troisième trimestre, le compte courant du Canada est redevenu déficitaire de 5,0 milliards de dollars (taux annuel) au quatrième trimestre de 1999.

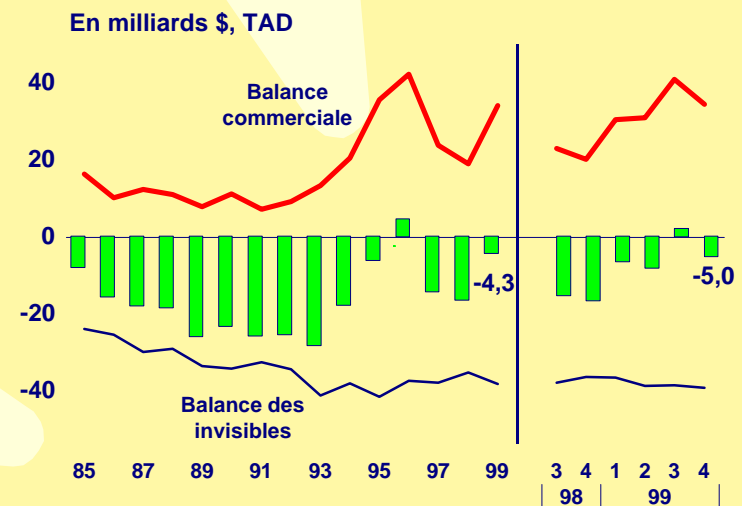
- Ce revirement est presque entièrement attribuable à une baisse de l'excédent au titre du commerce de marchandises.

Pour l'ensemble de 1999, toutefois, le déficit au compte courant s'est grandement amenuisé, passant de 16,4 milliards de dollars en 1998 à 4,3 milliards de dollars en 1999. Cette amélioration peut être imputée à l'augmentation marquée de l'excédent au titre du commerce des biens.

Pour ce qui est du compte de capital, l'investissement direct étranger s'est élevé à 36,1 milliards de dollars en 1999, en hausse d'environ 50 % par rapport à l'année précédente.

- Toutefois, les investissements de portefeuille des étrangers a chuté au niveau plancher des 25 dernières années, la plus forte baisse étant concentrée dans les obligations et les instruments du marché monétaire. Les investisseurs étrangers ont continué de placer leur argent dans les actions canadiennes.

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

...en raison d'un important bond de l'excédent au titre du commerce des marchandises

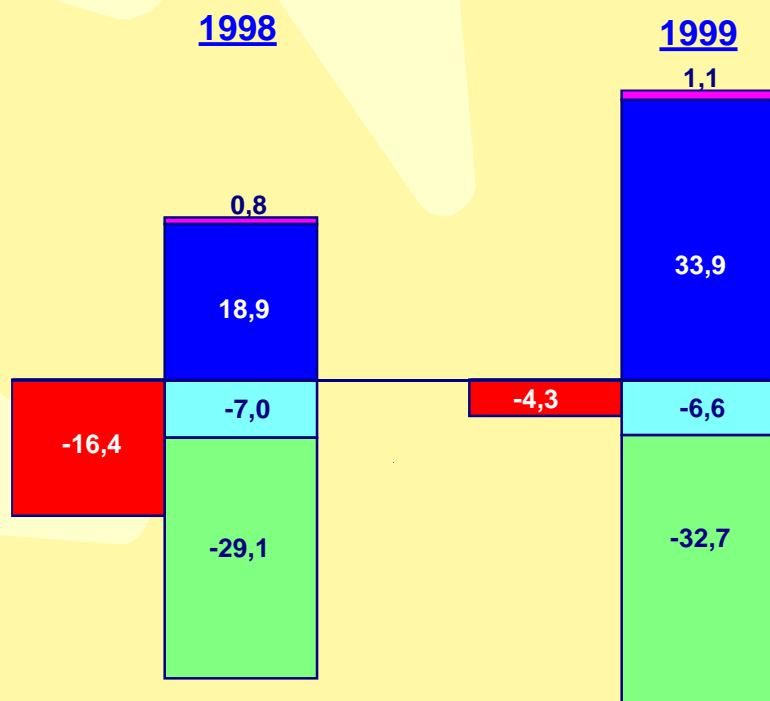
La baisse marquée du déficit au compte courant du Canada en 1999 est principalement le fait d'une nette augmentation de l'excédent au titre du commerce de marchandises (le troisième excédent en importance jamais enregistré), qui est passé à 33,9 milliards de dollars.

L'accroissement du déficit au titre des revenus de placements est attribuable aux bénéfices tirés d'investissements directs étrangers dans divers domaines, notamment le matériel de transport et les produits chimiques.

Le déficit au titre du commerce des services n'a pas beaucoup changé en 1999.

Principales composantes du compte courant

En milliards \$, TAD



- Solde courant
- Solde des opérations de services
- Balance commerciale
- Revenus nets de placements
- Transferts nets

Source : Statistique Canada

Les exportations vers les États-Unis ont progressé vigoureusement en 1999...

Les exportations de marchandises se sont élevées à 360,6 milliards de dollars en 1999, en hausse de 11,9 % par rapport à l'année précédente.

- Les ventes destinées aux États-Unis, qui représentent 85,9 % de toutes les exportations, étaient supérieures de 14,9 % à celles de l'an dernier.
- Les exportations vers l'Union européenne se sont redressées au cours de l'année, mais les expéditions vers le Japon et tous les autres pays ont affiché une baisse.

L'augmentation des ventes de véhicules automobiles est responsable de la moitié de l'augmentation totale observée en 1999.

- Les produits énergétiques ont également progressé de façon marquée, sous l'impulsion de la hausse des prix du pétrole brut et du gaz naturel.

Exportation de marchandises, 1999

	En milliards \$	Variation en %, 1998-1999
Total	360,6	11,9
<u>Par partenaire commercial</u>		
É.-U.	309,7	14,9
Japon	9,2	-3,2
UE	18,2	2,3
Tous les autres	23,5	-7,6
<u>Par principal produit</u>		
Produits agricoles et de la pêche	25,6	1,9
Produits énergétiques	30,3	26,8
Produits de la forêt	38,9	10,6
Produits et matériaux industriels	56,9	-0,9
Machines et équipement	85,0	7,8
Produits de l'automobile	96,1	24,2
Autres biens de consommation	13,6	9,4

Source : Statistique Canada

...ce qui a fait grimper l'excédent commercial

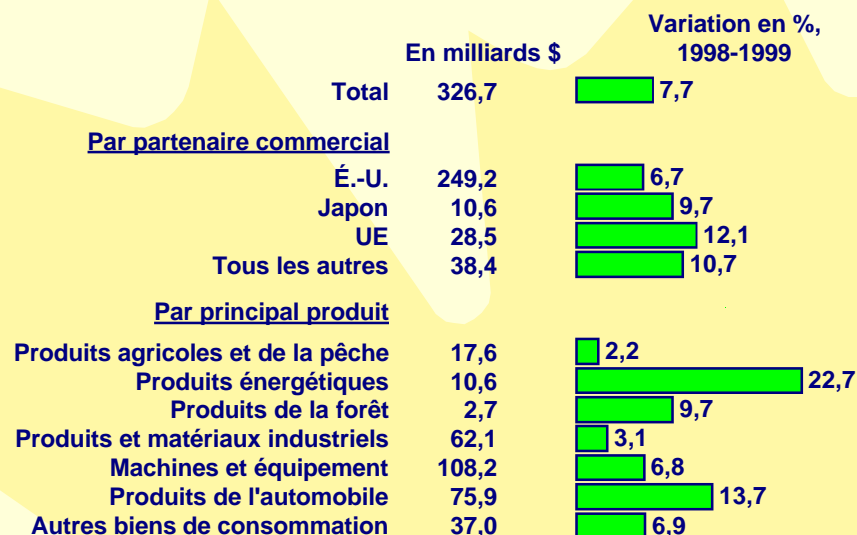
Les importations de marchandises ont augmenté fortement, soit de 7,7 %, pour atteindre 326,7 milliards de dollars en 1999.

- En 1999, alors que la croissance des exportations était, en grande partie, attribuable aux exportations vers les États-Unis, celle des importations était plutôt généralisée.
- La croissance des importations a été répartie assez également parmi les principaux groupes de produits de base. On a noté des hausses particulièrement importantes, en dollars, dans les importations de produits automobiles et de M&É.

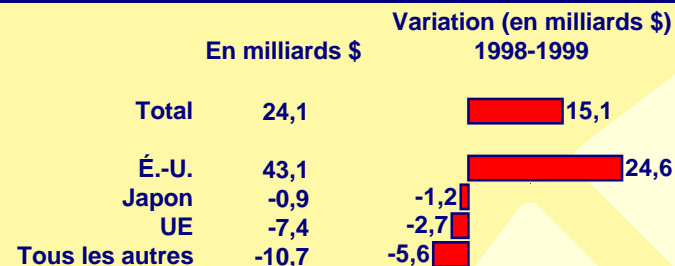
Comme les exportations ont dépassé les importations, l'excédent au titre du commerce de marchandises du Canada a atteint 33,9 milliards de dollars en 1999, soit près du double de celui de l'an dernier.

- Cette amélioration est entièrement attribuable à l'augmentation de l'excédent commercial avec les États-Unis, qui a atteint le montant record de 60,5 millions de dollars. Par contre, le déficit avec les autres régions commerciales a, lui aussi, atteint un nouveau sommet.

Importation de marchandises, 1999



Balance par partenaire commercial, 1999



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

***Aperçu de la situation des
secteurs***

Au quatrième trimestre et pour l'ensemble de 1999, les gains enregistrés au chapitre de la production ont été généralisés...

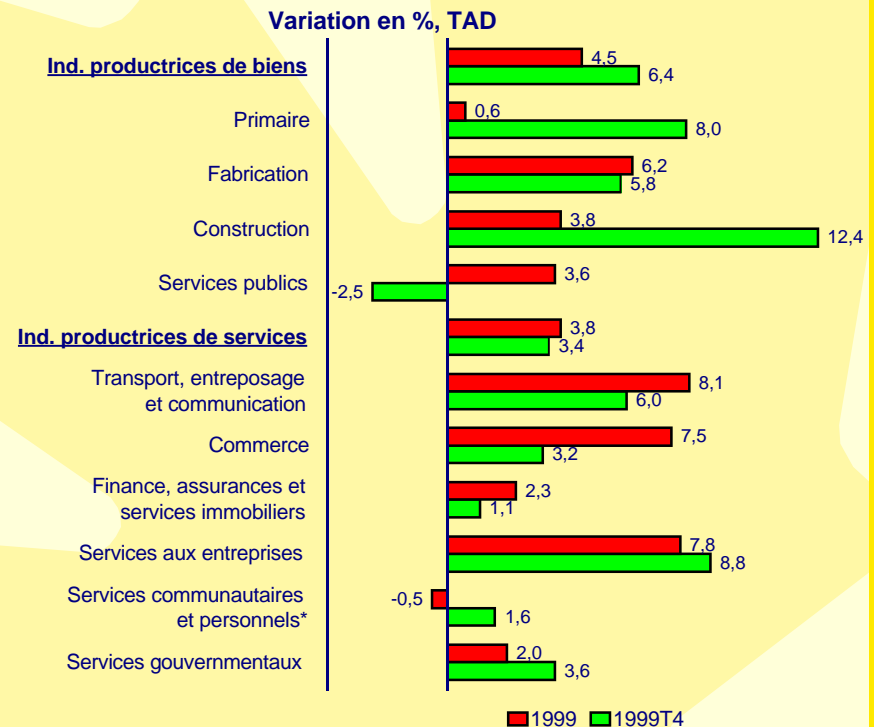
Au quatrième trimestre, les industries productrices de biens ont augmenté leur production de 6,4 % (taux annuel). La production est donc en hausse de 4,5 % pour l'ensemble de 1999.

- L'amélioration observée dans le secteur des biens est principalement attribuable à l'intensification de l'activité dans l'industrie de la construction, qui a affiché des gains importants dans la construction résidentielle et non résidentielle.
- La vigueur soutenue du secteur manufacturier et la forte reprise du secteur minier ont également stimulé la production au quatrième trimestre.

Au quatrième trimestre, les industries de services ont progressé de 3,4 % (taux annuel), portant à 3,8 % le gain annuel.

- Pour le quatrième trimestre et pour l'ensemble de 1999, les services aux entreprises -- sous l'impulsion d'une hausse de la demande de services informatiques -- ainsi que le transport, l'entreposage et les communications ont affiché les plus fortes augmentations.

Croissance du PIB réel par industrie : T4-1999



Source : Statistique Canada

*Enseignement, santé et services sociaux

...ce qui a fait grimper les bénéfices d'exploitation...

Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont crû de 19,8 % pour atteindre le montant record de 158,1 milliards de dollars en 1999, revirement par rapport à la chute observée en 1998.

Grâce au raffermissement des prix des produits de base et à la vigueur de la demande, tant au pays qu'à l'étranger, les industries de fabrication et les industries axées sur les ressources ont vu leurs bénéfices augmenter.

- Dans le secteur manufacturier, les industries de véhicules automobiles, de bois et de papier, de produits électroniques et d'ordinateurs ont toutes affichées une hausse notable des bénéfices.
- Les bénéfices ont également été plus importants dans l'industrie des combustibles minéraux en raison des prix du pétrole brut qui ont plus que doublé en 1999.

Quant aux industries financières, elles ont vu leurs bénéfices d'exploitation régresser pour une deuxième année de suite, ceux-ci fléchissant de 11,5 % en 1999.

En raison de modifications méthodologiques qui sont en cours, les données sont provisoires et ne sont pas aussi fiables que d'habitude.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	1999 Niveau (M\$)	Difference 1998-1999 (M\$)	(En %)
Total - Ensemble des industries	158 142	26 110	19,8
Total - Non financier	114 266	31 824	38,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 571	567	56,5
Combustibles minéraux	6 469	4 225	188,3
Mines, sauf combustibles minéraux	2 044	-13	-0,6
Services publics	3 852	1 267	49,0
Construction	470	-290	-38,2
Industries manufacturières	47 883	13 454	39,1
Commerce de gros	9 407	4 209	81,0
Commerce de détail	8 272	3 387	69,3
Transport et entreposage	5 851	924	18,8
Ind. de l'information et ind. culturelle	5 813	-328	-5,3
Imm., location et location à bail	6 993	797	12,9
Services professionnels et scientifiques	3 624	1 736	91,9
Gestion de sociétés	3 421	-567	-14,2
Autres services aux entreprises	1 776	554	45,3
Services d'enseignement	46	34	283,3
Soins de santé et assistance sociale	1 442	229	18,9
Arts, spectacles et loisirs	-59	32	-35,2
Hébergement et restauration	1 330	-151	-10,2
Autres services	4 061	1 763	76,7
Total - Finance et assurances	43 876	-5 714	-11,5
Intermédiation fin. (avec dépôt)	17 287	-1 361	-7,3
Intermédiation fin. (sans dépôt)	5 554	1 488	36,6
Assureurs	3 916	-254	-6,1
Fonds et autres instruments fin.	13 621	-4 946	-26,6
Autres intermédiaires financiers	3 498	-640	-15,5

Source : Statistique Canada

...et monter le taux d'utilisation de la capacité jusqu'au sommet atteint avant la récession

Au quatrième trimestre, la production industrielle s'est accrue afin de répondre à la forte demande de produits de consommation et de produits liés à l'investissement provenant du Canada et des États-Unis.

Cet accroissement de la production a fait grimper à 86,8 % le taux d'utilisation de la capacité des industries productrices de biens non agricoles, celui-ci se situant au sommet atteint durant l'expansion de 1987-1988.

- Le taux d'utilisation de la capacité, qui a été observé dans le secteur manufacturier, s'est élevé à un niveau qui ne s'était pas vu depuis 25 ans. Il est largement responsable de l'augmentation globale.
- Les taux d'utilisation de la capacité ont dépassé 90 % dans les industries de l'exploitation forestière et des services forestiers ainsi que de la construction et dans 8 principaux groupes du secteur manufacturier sur 22.

Ces taux élevés devraient finir par descendre puisque la capacité de production profite actuellement de l'essor du secteur des investissements.

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %) 1999	1999/1998 Variation	Niveau (en %) T4-1999	T4-99/T3-99 Variation	Moyenne sur 10 ans
Total - Production de biens non agricoles	84,8	1,5	86,8	1,3	81,7
Exploit. forest. et serv. forestiers	89,4	9,8	93,5	2,1	81,2
Mines et carrières	82,1	-1,0	88,9	6,9	84,3
Exploit. - pétrole brut et gaz naturel	71,0	-3,9	70,8	-0,3	80,4
Fabrication	85,7	1,9	87,8	1,1	81,0
Fabrication de biens durables	87,1	2,8	89,4	0,8	80,2
Bois	89,1	2,8	89,9	-1,3	84,0
Produits en métal de prem. transf.	92,8	0,9	94,0	2,7	88,3
Produits de fabrication métalliques	83,0	2,4	85,9	2,9	77,0
Matériel de transport	91,4	5,3	93,0	-1,4	81,2
Produits électriques et électroniques	85,9	3,4	92,1	4,4	78,6
Fabrication de biens non durables	83,8	0,7	85,6	1,5	81,9
Produits alimentaires	81,1	0,4	82,3	0,9	80,1
Prod. en plastique	85,6	5,6	90,0	3,6	79,3
Papier et produits connexes	91,5	5,4	95,0	2,2	88,8
Imprimerie et édition	83,0	1,6	83,6	-0,1	79,7
Produits chimiques	80,2	-3,5	81,9	1,5	83,4
Construction	88,3	2,4	90,5	2,4	83,2
Électricité et gaz	85,9	2,0	86,2	-0,9	82,8
Énergie	78,9	-0,9	78,8	-0,8	81,8
Total - sauf Énergie	86,1	2,0	88,5	1,7	81,6

Source : Statistique Canada

Néanmoins, le niveau des investissements ne devrait pas changer en 2000

Selon l'enquête sur les perspectives d'investissement des secteurs privé et public, les investissements dans les usines et le matériel n'augmenteront que de 0,1 % en 2000.

- Ce ralentissement, par rapport au taux de croissance de 8,1 % enregistré en 1999, était prévu et reflète en partie la fin récente de certains grands projets d'immobilisations.

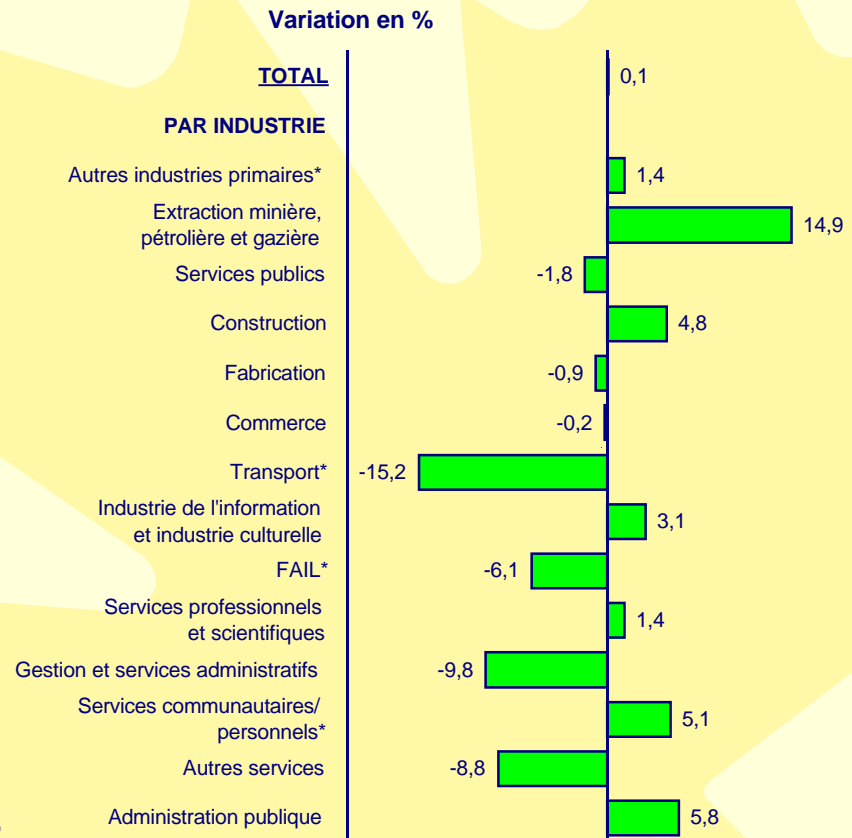
La hausse la plus importante aura lieu dans le secteur minier, où les prix plus élevés du pétrole devraient plus que doubler les activités de forage par rapport à la même période en 1999.

L'accroissement des dépenses des administrations municipales devraient alimenter considérablement les dépenses d'immobilisations du secteur public.

Toutefois, dans le secteur manufacturier, on prévoit que les investissements resteront sensiblement au même niveau que l'an dernier, malgré des taux élevés d'utilisation de la capacité.

L'importante baisse prévue dans les transports est liée à la fin de plusieurs grands travaux liés aux pipelines.

Intentions d'investissement en 2000, par industrie (Usines et équipement)



Source : Statistique Canada, Enquête sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé

*Autres industries primaires : Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Transport comprend l'entreposage

FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location

Services communautaires/personnels : Services d'enseignement, soins de santé et services sociaux

En 1999, les gains d'emplois ont été concentrés dans les secteurs de la fabrication et des services...

En 1999, le nombre d'emplois a progressé de 136 000 dans les industries productrices de biens.

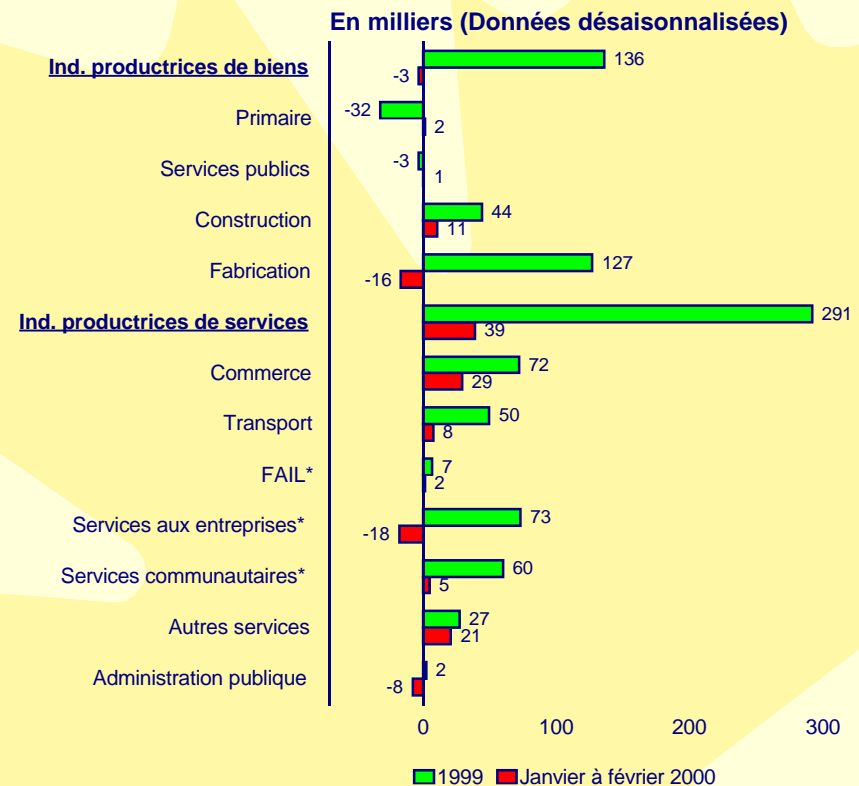
- À l'instar des tendances observées au chapitre de la production, ces gains d'emplois ont été concentrés dans les secteurs de la fabrication et de la construction. Les pertes subies par l'industrie de l'agriculture ont fait régresser les industries primaires.

Dans les industries productrices de services, 291 000 emplois ont été créés en 1999.

- Les gains ont été notés un peu partout, mais des hausses importantes ont été observées dans les services aux entreprises et les services communautaires. L'intensification de l'activité dans le secteur manufacturier a profité à l'emploi dans les secteurs des transports ainsi que du commerce de gros et de détail.

Dans le secteur manufacturier, l'emploi a quelque peu reculé durant les deux premiers mois de 2000, mais cette baisse a été plus que compensée par une hausse de l'emploi dans la plupart des industries de services.

Croissance de l'emploi par industrie



Source : Statistique Canada

*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
 Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
 Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

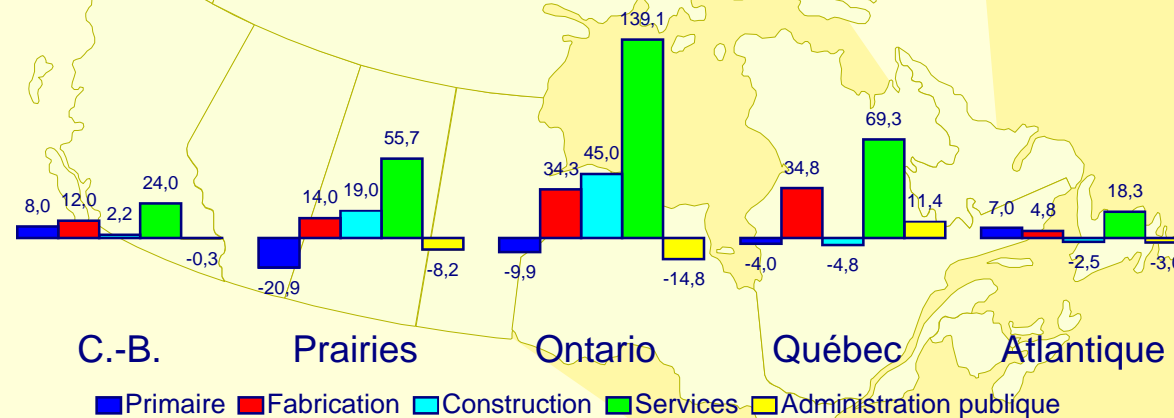
...dans toutes les régions du Canada...

Création d'emplois

En milliers

Données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois

Février 1999 à février 2000



Les industries productrices de services sont intervenues pour plus de la moitié des gains d'emplois nets de chaque région depuis février dernier. L'emploi dans le secteur manufacturier a également progressé dans toutes les régions.

Dans le secteur primaire, l'emploi a légèrement diminué dans le Centre du Canada et les Prairies (où le gros de la baisse a été fait de l'agriculture), alors que, dans les administrations publiques, des pertes ont été recensées partout sauf au Québec.

...les règlements salariaux augmentant dans la plupart des secteurs

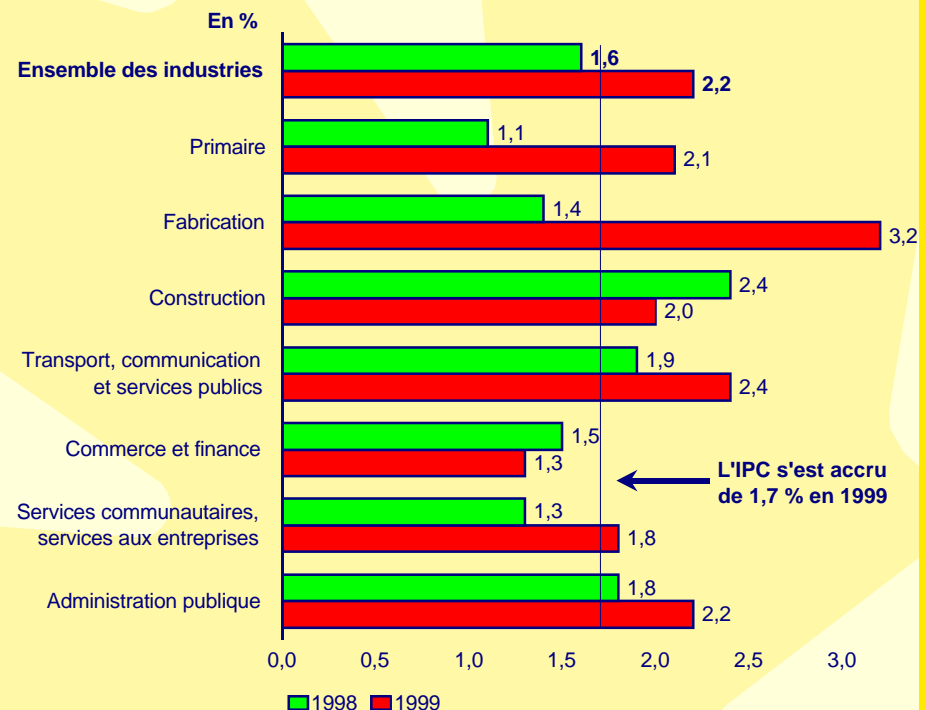
En 1999, les règlements salariaux se sont élevés en moyenne à 2,2 %, en hausse par rapport à 1,6 % l'an dernier. Pour la deuxième année de suite, les règlements ont été supérieurs à l'inflation.

- Les règlements salariaux les plus importants étaient le plus souvent dans les secteurs de la fabrication, des transports, des communications et autres services publics.
- Seules les industries de la construction, du commerce et de la finance ont affiché des règlements moyens inférieurs au taux de l'an dernier.

En 1999, la hausse des règlements salariaux était beaucoup plus prononcée dans le secteur privé.

- Après s'être réduit considérablement en 1998, l'écart entre les règlements salariaux du secteur privé (2,6 %) et ceux du secteur public (1,9 %) s'est accru en 1999.

Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada